

Extrait du École changer de cap

<https://www.ecolechangerdecap.net/spip.php?article204>

Philippe Meirieu, Matthieu Orphelin, Jean-Philippe Magnen

Ecologie et éducation : quel programme pour quel projet ?

- Français - Dans les médias -

Date de mise en ligne : lundi 21 janvier 2013

École changer de cap

Voilà que les militants écologistes se mettent à parler d'éducation et à occuper des responsabilités politiques dans ce domaine, aussi bien dans nos villes que dans nos régions. Rien d'étonnant à cela. Les écologistes sont habités par l'obsession du futur. Deux questions les animent : « Quel monde allons-nous laisser à nos enfants ? » et « Quels enfants allons-nous laisser au monde ? ».

Pour eux, en effet, l'éducation ne peut se réduire à l'adaptation de ceux qui arrivent au monde tel qu'il est et à la société telle qu'elle fonctionne. De même, la question de l'éducation ne peut se réduire à celle de l'organisation de l'école, si importante soit-elle. L'éducation se joue, tout à la fois, dans la famille et les relations entre les générations, dans le tissu associatif et culturel, dans l'usage que nous faisons des médias et dans la manière dont nous construisons nos villes ou aménageons nos territoires... C'est pourquoi les écologistes ne se reconnaissent pas dans les stéréotypes et les polémiques qui occupent les débats sur ce thème. La droite est enfermée dans une vision libérale, concurrentielle et sélective, purement comptable et étroitement répressive : « Faisons émerger un Einstein dans le 93 ! Et tant pis pour les autres et pour le 93 ! » Ou encore : « Liberté totale pour les marchands d'excitants mais répression absolue pour les excités ! ».

Nos partenaires du Parti socialiste proposent, eux, de nouveaux rythmes scolaires, mais sans vraiment réinterroger les fondements de l'École ; ils envisagent de nécessaires toilettages des programmes et de l'organisation scolaire, mais sans prendre la mesure des défis civilisationnels auxquels nous sommes confrontés et qui imposent de repenser le rôle de l'école, le découpage des savoirs, la formation à la citoyenneté planétaire... Ainsi, depuis des dizaines d'années, aligne-t-on des réformes institutionnelles : on accumule des prothèses jusqu'à rendre notre système complètement illisible pour les citoyens ; on généralise les contrôles technocratiques et on caporalise les acteurs au point que la paralysie s'installe. Toutes les enquêtes le montrent : notre système creuse les inégalités chaque année un peu plus, les établissements oscillent entre la dépression et la répression, les enseignants se sentent méprisés, les parents exclus... tandis que les élèves pensent, eux, de plus en plus, que « la vraie vie est ailleurs » !

Pour nous, l'éducation est un enjeu de société qui requiert une mobilisation politique autour de valeurs-clés : réduction des inégalités et accès de tous à une culture commune, transmission des savoirs et émancipation intellectuelle, découverte et pratique de la solidarité au quotidien, lutte contre toutes les discriminations, engagement individuel et collectif pour assumer ensemble la responsabilité partagée du présent et la préparation du futur. C'est à partir de ces finalités qu'il faut avoir le courage de repenser les modalités de notre institution scolaire, de notre système de formation et de l'ensemble de nos actions éducatives.

Dans l'enseignement, nous restons tributaires d'une organisation taylorienne obsolète : une classe / une matière / un professeur / un cours / un travail / une note. Résultat : la scolarité, dans nos collèges et nos lycées, est complètement atomisée, le plaisir de la découverte écarté au profit de la comparaison entre l'investissement consenti et les résultats escomptés. Au quotidien, la dispersion est de mise et l'individualisme triomphant... Dans la formation des adultes, la logique des marchés l'emporte partout, inféodant les dispositifs à la demande à court terme, écartant toute dimension culturelle, privilégiant ceux qui ont déjà profité de la formation initiale. Résultat : des jeunes avec ou sans qualification qui errent des mois, voire des années, avant de trouver - quand ils la trouvent - une perspective qui redonne sens à leur vie. Mais aussi des chômeurs en fin de droit, des femmes qui voudraient retravailler, des salariés en quête d'une reconversion, découragés par un système opaque, sans véritable interlocution constructive. Et, plus globalement, une société où la multiplication des offres culturelles ne parvient pas à casser

les ghettos culturels des spectateurs professionnels, où les médias, obnubilés par leur quête de l'audience, ne songent qu'à « scotcher » les individus aux écrans par la surenchère des effets, où l'immédiateté obligée du « tout-tout de suite » fonctionne massivement comme un empêchement, voir un interdit, de penser.

C'est pourquoi il nous faut changer de modèle. Notre vision de l'éducation est globale sans être étatique. Nous voulons encourager tous les acteurs - parents, enseignants, éducateurs, responsables associatifs, hommes et femmes de culture et de médias - à travailler ensemble, à tous les niveaux, en se mettant à l'écoute de l'exigence fondatrice de toute véritable démocratie : comment former des sujets capables de construire du bien commun ? Pour cela, nous voulons que l'État définisse clairement un système qui garantisse véritablement, pour tous, le droit à l'éducation et à la formation... mais que, partout, les équipes pédagogiques puissent construire et mener à bien leurs propres projets, que les territoires puissent définir leurs dispositifs de formation, que les associations et les médias alternatifs puissent faire exister une information libérée du pouvoir des groupes financiers.

C'est ainsi qu'on pourra changer l'école, la structurer en unités pédagogiques à taille humaine ouvertes sur leur environnement, avec des équipes pédagogiques cohérentes et une évaluation rigoureuse des acquis. C'est ainsi qu'on pourra former des enfants et des adolescents qui regardent la télévision ou utilisent Internet sans renoncer à l'exercice de la pensée. C'est ainsi qu'on pourra accompagner les parents afin qu'ils puissent échanger sur leurs difficultés éducatives et inventer des solutions nouvelles à des problèmes inédits. C'est ainsi qu'on pourra donner corps, aussi, au beau projet de la formation tout au long de la vie : non pour assujettir les salariés aux exigences immédiates des entreprises en les faisant passer systématiquement sous la toise de « l'employabilité », mais en permettant à chacune et à chacun d'apprendre sans cesse, de découvrir de nouveaux horizons et de s'engager dans un avenir différent librement choisi.

Le projet écologiste pour l'éducation est profondément lié à notre projet global de transformation de la société. Quand nous promouvons l'introduction de l'agriculture biologique dans les restaurants scolaires, c'est pour transformer l'agriculture, mais aussi pour offrir à tous les jeunes l'accès à une alimentation de qualité. Quand nous accélérons la rénovation énergétique des lycées ou des collèges, c'est pour lutter contre le changement climatique, mais aussi pour mieux financer la pédagogie plutôt que des factures d'énergie toujours plus élevées. Quand nous militons pour des modes de transports doux, c'est, à la fois, pour apprendre la sobriété énergétique et pour permettre à chacun et à chacune de retrouver le goût du temps et le plaisir de se déplacer autrement et à moindre coût.

Quand nous promouvons l'éducation à l'environnement et au développement durable, ce n'est pas pour rajouter un « supplément d'âme » aux disciplines traditionnelles, c'est parce que nous pensons que la découverte de l'altérité sous toutes ses formes, la capacité d'agrandir son champ de vision au-delà de l'immédiat doivent être au cœur de l'éducation...

Voilà aujourd'hui ce que font les élus écologistes quand ils accèdent aux responsabilités. Voilà ce qu'ils veulent promouvoir plus largement au niveau national : substituer à un modèle individualiste inefficace, basé sur la compétition, une vision coopérative de l'éducation fondée sur le partage de la culture et des expériences. Une vision où des professionnels reconnus puissent se mobiliser avec des citoyens solidaires pour préparer enfin un avenir à hauteur d'homme.

- **Philippe Meirieu**, Professeur à l'université Lumière-Lyon 2, Vice président de la Région Rhône-Alpes, délégué à la formation tout au long de la vie, Président du Conseil fédéral d'Europe Écologie - les Verts.
- **Matthieu Orphelin**, Vice président de la Région Pays de la Loire, délégué à l'éducation et à l'apprentissage
- **Jean-Philippe Magnen**, membre du Conseil fédéral Europe Écologie Les verts. Vice président de la Région Pays de la Loire, délégué aux politiques de l'emploi, de la formation professionnelle et des métiers de demain.
- **SOURCE** : Texte paru dans **Médiapart** le 11 Janvier 2011, et dans le "**bloc-notes**" de Philippe Meirieu..

<http://www.meirieu.com>